

L'UE se met en 4 pour transformer l'immigration clandestine en immigration légale

écrit par Marcher sur des oeufs | 6 mars 2018



Bon ! l'arrêt de l'immigration, ce n'est pas pour demain, puisque l'UE planifie le programme d'invasion ; dès lors on comprend mieux leur hargne à l'encontre des patriotes de tous les pays européen allergiques à cette géopolitique aux effets dévastateurs. Mais « les marchés » ont besoin de renouveler la population européenne, surtout de la grossir, et tant pis si, à la fin, le résultat est la disparition des autochtones, puisque ce qui intéresse les marchés c'est le consumérisme et pour cela il leur faut des consommateurs ; donc le peuple de remplaçants est beaucoup plus prometteur pour eux. 10 de perdus, 1000 de trouvés, n'est-ce pas ?

La migration légale est souvent citée comme l'un des moyens de lutter contre la contrebande et la migration irrégulière. Avec la récente feuille de route politique de la Commission européenne pour une politique de migration durable, les voies de migration économique légale semblent émerger de l'oubli.

L'article met en évidence un certain nombre de problèmes liés au programme de migration légale de l'UE.

Les canaux juridiques reconnus comme moyen de réduire la migration irrégulière

Sur le papier, l'UE a reconnu que l'absence de canaux légaux pour la migration contribue à créer un marché pour la migration irrégulière. Pourtant, la coordination de la création de voies de migration économique légale vers l'UE n'a pas pris une place prépondérante dans la réponse de l'UE à la situation migratoire à ce jour – malgré plusieurs accords dans le passé (par exemple le Plan d'action conjoint L'Europe [□](#)).

En décembre 2017, la Commission européenne a présenté une proposition de feuille de route politique prévoyant l'adoption d'une politique de migration et d'asile globale et durable d'ici à juin 2018 (Commission européenne, 2017a). Il identifie l'ouverture de nouvelles voies juridiques à l'Europe comme un objectif important pour lutter contre la migration irrégulière (Commission européenne, 2017b).

Feuille de route politique pour une politique de migration durable

Au-delà du programme de réinstallation de l'UE pour les réfugiés, la feuille de route de l'UE envisage trois voies légales: attirer des talents, une nouvelle carte bleue et des projets pilotes coordonnés par l'UE avec des pays partenaires spécifiques. Pour ce dernier point, la Commission note qu'elle est prête à soutenir financièrement et à coordonner des

projets pilotes de migration légale vers les États membres de l'UE qui accepteraient de recevoir des migrants économiques en provenance de pays partenaires. En outre, la Commission européenne suggère à chaque État membre de l'UE de nommer des sherpas pour travailler sur tous les aspects du programme migratoire de l'UE.

Les canaux légaux, pour qui?

La nouvelle feuille de route de la CE pour un ensemble complet de migrations met davantage l'accent sur les migrants qualifiés, mais ne précise pas quel niveau de compétences des migrants serait inclus dans les projets pilotes envisagés avec les pays partenaires (Commission européenne, 2017b). Ces projets pilotes élargiraient-ils la portée et seraient-ils ouverts aux migrants économiques peu qualifiés ou constitueraient-ils un autre système ciblant le haut de gamme des compétences?

C'est une question cruciale si l'objectif est en partie d'aider à répondre au marché de la migration irrégulière, de la contrebande et d'offrir des alternatives crédibles à une partie considérable des migrants irréguliers d'aujourd'hui vers l'Europe. Le groupe de migrants irréguliers qui migrent difficilement vers l'UE mais ne remplissent pas les conditions requises pour obtenir le statut de réfugié (généralement appelés «migrants économiques») ont un niveau d'éducation relativement faible car ils viennent souvent de pays ayant un niveau moyen d'éducation inférieur et sont prêts à déménager irrégulièrement pour les emplois moins qualifiés dans le secteur informel (Aggarwal et al., 2016). Pour ce groupe, la réponse de l'UE a jusqu'à présent consisté à utiliser les outils de développement de l'UE en mettant l'accent sur la fourniture d'alternatives à la migration (irrégulière) et à faciliter le retour et la réintégration.

Un certain nombre d'articles de cette édition ont noté que l'UE et les pays partenaires devraient aller au-delà et prendre des mesures plus concrètes pour respecter les engagements pris en matière de migration légale pour tous les niveaux de compétences inclus dans une stratégie européenne à plus long terme. Cette idée semble politiquement impopulaire pour de nombreux Etats membres de l'UE. La politique autour de la migration et de la mobilité sera l'un des principaux défis dans les années à venir pour l'UE.

La migration légale comme levier dans les partenariats de migration?

lire le reste de l'article (traduction google) ici :

https://translate.google.es/translate?sl=en&tl=fr&js=y&prev=_t&hl=fr&ie=UTF-8&u=http%3A%2F%2Fecdpm.org%2Fgreat-insights%2Fmigration-moving-backward-moving-forward%2Feu-migration-legal-pathways%2F&edit-text=&act=url